



QUI SÈME LA MISÈRE, RÉCOLTE LA COLÈRE

***D**epuis plus de deux mois, le mouvement des gilets jaunes fait front au gouvernement. Ce mouvement répond à une nécessité et à une urgence sociale face à un gouvernement qui, par ses différentes mesures, précarise l'ensemble de la population et enrichit le patronat.*

En France, comme dans l'ensemble des pays d'Europe, la tendance est à la baisse des salaires. Depuis plusieurs décennies, des formes de travail gratuit ou sous-payé se mettent en place. Stages d'insertion, services civiques et autres emplois-jeunes **sont brandis comme des solutions au chômage de masse**. En pratique, ils viennent s'ajouter à des formes bien plus anciennes de travail gratuit, en particulier celui assumé par les femmes dans la sphère domestique.

Les réponses de Macron et de son gouvernement sont une insulte pour l'ensemble de la population, **à travers l'organisation d'un débat national qui ne répond en rien à nos attentes mais sert à étouffer le vent de révolte**.

Il est illusoire de penser que ce fameux débat pourrait faire avancer les choses en matière d'emploi, de salaires et de conditions de travail. Il sert une fois de plus de tribune au gouvernement pour justifier ses mesures antisociales. N'oublions pas que les gouvernements successifs à la solde du patronat, **ont œuvré pour la casse des services publics, casse du code du travail (loi El Khomri et ordonnances Macron), contrôle des chômeur.euses, baisse des cotisations sociales, attaques contre la sécurité sociale etc.**

Face à la détermination collective, la classe politique joue une fois de plus sur

la division du mouvement, en provoquant les manifestant.e.s, en délogeant celles et ceux qui occupent depuis novembre les ronds-points, à coups de flashballs, de grenades de désencerclement, de gaz lacrymogènes. L'arsenal répressif et sécuritaire ne pourra faire taire la colère populaire, le ras-le-bol des travailleuses et des travailleurs.

Face aux injustices sociales et économiques que nous subissons toutes et tous, où la loi du profit règne (**57 milliards d'euros versés aux actionnaires**), revendiquer plus de transparence, plus de répartition des richesses n'est pas suffisant et ne résoudra en rien la crise sociale actuelle.

La CNT, organisation syndicale révolutionnaire, ne souhaite pas l'aumône concédée par la classe du capital : **nous voulons la réappropriation des moyens de production et la maîtrise de celle-ci**.

Nous ne voulons pas non plus la mise en place d'un « référendum d'initiative citoyenne » tant que l'organisation sociale est aux mains du grand capital. **Il s'agirait là d'un semblant de démocratie, qui ne servirait absolument pas les intérêts de la classe ouvrière mais laisserait une fois de plus le pouvoir à une minorité de riches.**

Nous ne pouvons prévoir l'évolution du mouvement actuel, mais si nous comprenons le fait que les gilets jaunes se définissent comme apolitiques, nous estimons que ce mouvement ne pourra pas créer un réel rapport de force **en restant et en évoluant à l'extérieur des organisations syndicales ouvrières ou sans appel de ces dernières.**

LES SALAIRES DE MERDES, LES CONTRATS PRÉCAIRES, LES FINS DE MOIS DIFFICILES, LE LOGEMENT PRÉCAIRE, LE CHANTAGE À L'EMPLOI, LA PEUR D'ÊTRE LICENCIÉ.E...

Ces réalités, nous les connaissons très bien puisque nous les vivons au quotidien. **Mais nous avons choisi de nous organiser dans un syndicat de combat, autogestionnaire et sans permanent, où les décisions se prennent à la base en AG de syndicat.**



Pour la CNT, **le rôle du syndicalisme n'est pas d'écrire avec le gouvernement la pire opération de destruction des acquis sociaux de l'Histoire.** Il consiste à s'inscrire dans un rapport de force, celui de la lutte des classes, qui permettra d'imposer au gouvernement l'abandon total et définitif de l'ensemble des dispositions scélérates qui constituent les lois anti-ouvrières.

Pour la CNT, le rapport de force **doit s'établir par la mobilisation de tous et de toutes, en s'organisant au sein d'un syndicat,** outil social et économique appartenant aux travailleurs et aux travailleuses et non aux bureaucrates. **Le communisme libertaire, projet révolutionnaire porté par la CNT** – basé sur la socialisation et l'autogestion des moyens de production, la répartition des richesses produites par celles et ceux qui travaillent – est une urgence sociale, politique, économique et écologique.

La CNT appelle donc l'ensemble des travailleuses et des travailleurs, l'ensemble des étudiantes et étudiants à rejoindre la journée de grève interprofessionnelle (public/privé) du 5 février.

La CNT revendique :

- **le retrait de la loi travail** et des autres lois/ordonnances patronales à venir,
- **une augmentation significative** des salaires et du taux de cotisation,
- **la titularisation/CDIisation** de tous les emplois précaires (du public comme du privé),
- **l'accès gratuit aux universités,** pour les salarié.es comme pour les étudiant.es,
- **l'abrogation de la réforme ferroviaire** et gratuité des transports,
- **l'amnistie pénale et civile** pour l'ensemble des militant.e.s condamné.e.s,
- **le renforcement des droits syndicaux** en entreprise,
- **un accès aux indemnités de chômage** avec un taux de remplacement à 100% du meilleur salaire,
- **l'autogestion des caisses de Sécurité sociale** par les salarié.e.s, selon le modèle existant avant les ordonnances de 1967 (qui ont introduit le paritarisme syndicats/patronat) et son financement par le salaire socialisé,
- **l'arrêt des exonérations** de cotisations sociales patronales,

LA CNT

Retrouvez le 4 pages confédéral :

http://www.cnt-f.org/IMG/pdf/tract_conf_oct_2018.pdf